

La ferme de cannabis en Andalousie était gérée... depuis un pavillon de Pontoise

Dix-sept personnes, dont un octogénaire, sont jugées pendant trois semaines par la cour d'assises spéciale du Val-d'Oise pour avoir aménagé une exploitation de cannabis en Espagne afin d'importer la marchandise en France. Un procès assez inédit par son ampleur, dont la tête de réseau présumée est originaire de Pontoise.

Par [Frédéric Naizot](#) Le 22 janvier 2024 à 19h54



Les plants de cannabis étaient cultivés dans une ferme située dans le sud de l'Espagne.
(Illustration) DR

Ils avaient une ferme en Espagne... pour y faire pousser du cannabis. [Une équipe de trafiquants](#) présumés s'était installée en Andalousie pour cultiver la drogue et l'importer en France en vue de la revendre. Ce réseau international, à la tête duquel figurerait un quadragénaire de Pontoise, est depuis ce lundi matin jugé par la cour d'assises spéciale du Val-d'Oise.

Pas moins de 17 personnes vont devoir s'expliquer durant trois semaines devant la justice. Dans la salle d'audience à [Pontoise](#), les prévenus sont originaires de France mais aussi du Maroc, d'Algérie, du Portugal, d'Espagne ou encore de Grèce. Ils encourent, pour les faits les plus graves reprochés à une majorité d'entre eux — à savoir l'importation de produits stupéfiants en bande organisée — jusqu'à trente années de réclusion criminelle.

Leur aventure a pris fin en octobre 2017. Ce jour-là, une partie de l'équipe revient en France avec un chargement de 25 kg de [cannabis](#), sans se douter qu'ils sont attendus de pied ferme par un comité d'accueil. Les enquêteurs de l'Office central pour la répression du trafic illicite des stupéfiants (OCRTIS), qui ne les avaient pas lâchés durant tout leur périple, les arrêtent alors qu'ils déchargent la marchandise. Les interpellations se succéderont alors, parfois en Espagne sur mandat d'arrêt européen, ou en Belgique, jusqu'à celle du patron présumé du trafic, Habou D., 42 ans, originaire de Pontoise.

Les trafiquants interpellés à leur retour en France

En fait, cela faisait plusieurs mois que les policiers étaient sur ses talons et sur ceux de ses complices présumés, épiant leurs nombreux déplacements en Espagne, à Fuengirola, près de Marbella où l'équipe s'était installée. Ils suivaient attentivement les convois composés de plusieurs véhicules avec voiture ouvreuse. Les policiers les pistent précisément depuis janvier 2017, lorsque l'enquête a été ouverte à la suite d'une dénonciation anonyme visant Habou D.

Selon l'interlocuteur de l'OCRTIS, cet homme condamné en 2004 à quatre ans de prison pour trafic de stupéfiants importerait du cannabis depuis l'Espagne, gérant son équipe depuis son pavillon proche de Marcouville, à Pontoise. Ses multiples lignes téléphoniques, qui

fonctionnent souvent en circuit fermé avec quelques personnes, sont passées au crible par les policiers, qui comprennent vite avoir affaire à une équipe structurée et ne la lâche plus.

L'enquête a alors permis de comprendre le projet de Fuengirola : monter [une ferme clandestine de culture du cannabis](#) dans une villa et ses bâtiments attenants. Les suspects achètent effectivement le matériel nécessaire en France, et même en Chine, afin d'obtenir des prix plus intéressants pour les lampes ou la ventilation, ou encore les bacs.

Des plantations dans plus de 2 000 pots

Parmi les accusés, Kevin F., surnommé Schwartzy, est mobilisé pour installer sur place le matériel, en raison de ses compétences techniques. Romain J., électricien, validera l'installation électrique au niveau de la puissance réclamée. Les plants, ainsi que des graines cultivées en pot, sont acheminés par Rafael P. Celui-ci, surnommé « Acapulco », participe aussi à l'installation qui sera effective en mars 2017. Selon l'enquête, il y aurait eu jusqu'à 2 300 pots sur 200 ou 300 m², devant produire chacun 60 g de cannabis.

Pour tous ces transports, Habou est soupçonné d'avoir fait appel à de vieilles connaissances, dont des déménageurs qualifiés par l'enquête « de maillons

essentiels » de l'organisation. Le père de 70 ans et ses deux fils quadragénaires sont suspectés d'avoir effectué plusieurs voyages en Andalousie. Leur camion Ivoca était par ailleurs doté d'une cache manœuvrable par télécommande pour transporter le cannabis. D'autres accusés sont jugés pour avoir gardé la ferme de Fuengirola à tour de rôle.

Mais le voisinage andalou finira par avoir de sérieux doutes quant à la légalité de l'activité de la ferme et forcera l'équipe à tout démonter en catastrophe, malgré un investissement évoqué un moment par Habou de 120 000 euros. Le matériel sera alors stocké à l'intérieur de la villa, dans l'attente d'une nouvelle destination, que le patron souhaite alors encore plus conséquente.

Les accusés reconnaissent en partie les faits

Les enquêteurs ont également soulevé un possible achat de résine de cannabis au [Maroc](#). Ce deal aurait été réalisé par l'intermédiaire de Georgios Z., un grec âgé de 80 ans vivant en Belgique. Au cours de l'instruction, Habou a reconnu être retombé dans le trafic après avoir contracté des dettes et avoir financé la ferme. Il limite cependant son implication aux 25 kg saisis lors des interpellations. Une marchandise qui, selon lui, n'était pas de la qualité attendue.

Les autres accusés reconnaissent, pour certains, en partie

les faits, Ils seront interrogés sur leur implication dès la semaine prochaine, les premiers jours du procès étant consacrés à la personnalité des accusés qui comparaissent tous libres devant la cour d'assises spéciale, à l'exception de Georgios Z, seul détenu et peut-être aussi le moins impliqué dans ce dossier, selon la défense.